

Sous la direction de
Julie HERMESSE
Olivier SERVAIS



L'EUROPE
s'écrit

DÉCONFINER L'EUROPE

L'épidémie de la Covid-19 a balayé le monde à une vitesse vertigineuse, résultat de profondes interconnexions. La catastrophe provoquée par la Covid-19 constitue une épreuve existentielle pour l'Europe.

En effet, elle est apparue comme un catalyseur anthropologique capable à la fois de mettre en évidence les structures et les imaginaires profonds de nos sociétés. Les confinements ont révélé et ont amplifié des vacuités et des inflexions sociétales sur le long terme. De fait, les politiques publiques ne sont pas seulement fondées sur la « science » et les données factuelles. Elles reposent également sur des choix politiques qui découlent de visions du monde et de hiérarchie de valeurs sous-jacents dans tous les domaines : social, psychologique, éthique, politique et pas seulement économique et médical.

À partir de données empiriques, les contributions de cet ouvrage offrent un regard critique sur l'état de la question européenne post-pandémie et sur les questions de jeunesse et d'individualisme, de colère des infirmières, des arbitrages politiques opérés par les États européens, de la nécessaire reterritorialisation des systèmes alimentaires, des droits confinés des migrants, des conditions de logements genrées et des transformations néolibérales de l'économie.

Rédigées par un collectif d'auteurs transdisciplinaires et aux origines européennes multiples, les textes de cet ouvrage ont pour objectif de « déconfiner » le projet européen, au-delà de la pandémie et de ses conséquences, afin de participer à la refonte vitale et cruciale de l'Europe.

Julie Hermesse est professeure à l'Université de Louvain-la-Neuve et titulaire de la Chaire anthropologie de l'Europe contemporaine.

Olivier Servais est professeur à l'Université de Louvain-la-Neuve, membre du Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP). Il y enseigne l'anthropologie des systèmes symboliques et de leurs relations aux environnements dit « naturels » ou « artificiels ».

Ont également contribué à cet ouvrage : Chloé Allen, Nicolas Bernard, Catherine Bouvot, Clément Crucifix, Laurie Daffe, Jérémie Forney, Christine Frison, Paola Galbany-Estragués, María Soledad Girardo, Christine Grard, Corentin Hecquet, Pierre-Joseph Laurent, Dominique Lefrançois, Nicolas Loodts, Zaida Muxí Martínez, Jérémie Piolat, Muriel Sacco, Chloé Salembier, Cinzia Scaffidi, Khaled Sid Mohand.



9 782384 090914

29 €

ISBN : 978-2-38409-091-4

Julie HERMESSE
Olivier SERVAIS (dir)

DÉCONFINER L'EUROPE



KARTHALA



L'EUROPE
s'écrit

DÉCONFINER L'EUROPE

Sous la direction de
Julie HERMESSE
Olivier SERVAIS

KARTHALA

Les auteurs remercient la Chaire Anthropologie de l'Europe de l'Université de Louvain et ses mécènes, et le FRS-FNRS pour les financements ayant permis ce livre.

Visitez notre nouveau site :
www.karthala.com
Palement sécurisé

Crédit couverture : Astrid Baudine

© Éditions Karthala, 2024
ISBN : 9782 38409091 4

Julie Hermesse et Olivier Servais (dir.)

Déconfiner l'Europe

Éditions Karthala
22-24 boulevard Arago
75013 Paris

Sommaire

1. Observations ethnographiques en confinement.
La Covid-19, catalyseur anthropologique
des structures sociales et des imaginaires..... 7
Julie Hermesse, Olivier Servais
2. Les jeunesses au temps de la Covid en Europe.
Analyse des modes de transgression
de l'ordre sanitaire..... 23
Chloé Allen, Muriel Sacco, Olivier Servais
3. Résilience des systèmes alimentaires :
pistes de réflexion pour redessiner
nos territoires alimentaires en Europe
à partir d'un cas d'étude..... 57
Nicolas Loodts, Julie Hermesse, Christine Frison,
Corentin Hecquet, Jérémie Forney, Cinzia Scaffidi
4. Ripostes de dix-sept pays européens
à la Covid-19..... 99
Pierre-Joseph Laurent
5. La colère des infirmières :
fin de l'omerta sur la dégradation
des conditions de soins en Europe..... 153
Catherine Bouvot, Paola Galbany Estragués,
Christine Grard, Dominique Lefrançois

6. Le virus du crédit hypothécaire.
Analyse sociohistorique de l'endettement
des ménages européens à l'aune
de la crise sanitaire..... 183
Clément Crucifix, Laurie Daffe
7. « Le privé est politique » :
le droit au logement réinterprété
au prisme du genre et du confinement.
Récits de femmes à Bruxelles et à Barcelone..... 215
Chloé Salembier, Nicolas Bernard,
Maria Soledad Girardo, Zaida Muxi Martinez
8. Migrations et discriminations à l'heure
de l'ère sécuritaire, sanitaire... et policière ? 253
Chloé Allen, Khaled Sid Mohand, P. Jérémie Piolat

**Observations ethnographiques en confinement.
La Covid-19, catalyseur anthropologique
des structures sociales et des imaginaires**

- Palomera, J., « The political economy of Spain. A brief history (1939-2014) », Working papers for the ERC Greco Project, 2015.
- Pinson, G., *La ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020.
- Puissant, J., « L'exemple belge : l'habitat privé, la maison individuelle l'emportent sur l'habitat collectif », *Revue du Nord*, 374 (1), 2008, pp. 95-116.
- Ravelli, Q., *Les briques rouges. Logement, dettes et luttes sociales en Espagne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2017.
- Ravelli, Q., « Peut-on parler d'un mouvement postcolonial en Espagne ? "Jour de la race" et lutte indigène contre les banques », *Mouvements*, 2 (94), 2018, pp. 126-140.
- Ravelli, Q., « Debt struggles. How financial markets gave birth to a working-class movement », *Socio-Economic Review*, 2019, doi: 10.1093/ser/mwz033
- Roux, N., La propriété de son habitat, capital de protection sociale remis en question, In S. Denèfle (dir.) (2016), *Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, (pp. 117-126).
- Sabaté, I., « To repay or not to repay: financial vulnerability among mortgage debtors in Spain », *Etnografica*, vol. 22 (1), 2018, pp. 5-26.
- Savage, R., *Économie belge 1953-2000. Ruptures et mutations*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2004.
- Savage, R., « Le « modèle » belge à l'épreuve de la globalisation financière », *La Revue Nouvelle*, 5, 2005, pp. 35-42.
- Van der Swan, N., « Making sense of financialization », *Socio-Economic Review*, vol. 12, 1, 2014, pp. 99-129.
- Vorms, C., « Madrid années 50 : La question des baraques », *Le Mouvement Social*, 4, 245, 2013, pp. 43-57.
- Zaloom, C., *Indebted: How families make college work at any cost*, Princeton, Princeton University Press, 2020.
- Zelizer, V.A., *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005.

« Le privé est politique » : le droit au logement réinterprété au prisme du genre et du confinement. Récits de femmes à Bruxelles et à Barcelone

Introduction

La pandémie que nous subissons et sa réponse politique peuvent-elles nous amener à interroger nos modes d'habiter et la façon dont nous concevons et gouvernons nos espaces de vie ? Ce chapitre prend comme point de départ l'expérience des femmes¹ dans le logement pendant la période de confinement au travers de 18 entretiens réalisés sur base d'un guide d'entretien commun dans une perspective comparative de deux régions métropolitaines européennes : la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et l'Aire Métropolitaine de Barcelone (AMB)².

La crise sanitaire, dans ces deux régions, a mis en exergue et exacerbé des difficultés en termes de droit au logement. En effet, ces deux villes font face à une crise du logement³ importante, à Barcelone, surtout depuis 2008 et à Bruxelles, depuis le début des années 2000. Par conséquent, dans ces deux contextes, la période de confinement a mis en évidence des carences et des

¹ La catégorie « femmes » n'est pas à entendre par rapport à leur sexe biologique (propriété individuelle) mais par rapport au genre (construction sociale et principe d'organisation sociale).

² Dans la suite de l'article, nous parlerons de Bruxelles et de Barcelone pour parler respectivement de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et de la Région Métropolitaine de Barcelone (AMB) par souci de simplification du texte.

³ Pour des raisons similaires et différentes. À Barcelone, les facteurs ayant entraîné cette crise sont multiples : crise financière de 2008, augmentation démographique et de la présence touristique. La Région bruxelloise connaît également une augmentation démographique importante liée notamment à l'installation de fonctionnaires européens et à l'augmentation de l'offre touristique.

inégalités : surface moyenne des logements trop restreinte, parc immobilier de faible qualité, impossibilité d'accéder à un espace pour travailler à domicile, pourcentage des revenus alloués au loyer trop important, etc.

Ces difficultés d'accès et de conditions de logement antécédentes au confinement, ont amené les gouvernements respectifs, durant la pandémie, à prendre des mesures. À Barcelone, l'Union des Locataires a revendiqué une suspension du paiement des loyers. Le gouvernement a répondu à ces revendications en créant des crédits garantis par l'État pour offrir un délai de versement de 6 ans aux locataires en difficulté. À Bruxelles, des mesures ont été adoptées par le gouvernement régional : les expulsions domiciliaires ont été gelées (jusqu'au 31 août 2020 et puis reportées successivement jusqu'à mars 2021), les délais de préavis en matière de bail ont été suspendues⁴, à l'inverse la durée du préavis donné par le/la locataire étudiant ou étudiante a été rabotée⁵ (passant de deux à un mois). Certains locataires ayant de faibles revenus ont également pu bénéficier d'une aide unique⁶ de 214,68 euros. Et finalement, mesure inédite, alors que la loi le permet depuis 1993, des bâtiments vides ont été réquisitionnés au profit des sans-abri et des femmes victimes de violence conjugale.

En Belgique et en Espagne, l'état d'alerte et le premier confinement sont décrétés à partir de la mi-mars 2020. Sur ces deux terrains, les habitants sont autorisés à sortir uniquement pour des raisons strictement nécessaires. Le télétravail est obligatoire. En Espagne, le confinement est plus strict : les citoyens doivent fournir une attestation de sortie et le confinement des mineurs est particulièrement sévère⁷.

⁴ Art. 231/1 du Code bruxellois du logement, inséré par l'arrêté du Gouvernement bruxellois du 14 mai 2020.

⁵ Art. 256/1 du Code bruxellois du logement, inséré par l'arrêté du Gouvernement bruxellois du 14 mai 2020.

⁶ Art. 2 de l'arrêté du Gouvernement bruxellois du 29 mai 2020.

⁷ Les enfants n'avaient pas le droit de sortir des logements.

Le chapitre vise deux objectifs principaux. Il s'agit d'une part, de décrire, au travers d'un travail ethnographique, les relations qu'entretiennent les enquêtées avec leur logement durant la période de confinement et d'autre part, de formuler des recommandations permettant de rendre le logement plus résilient face aux crises, et notamment pour les plus vulnérables. Pour répondre à cette ambition, différentes disciplines sont représentées parmi les contributeurs : l'anthropologie, le droit, l'architecture et l'urbanisme.

La première partie présente le cadre théorique d'analyse du logement. Il est étudié dans ses dimensions matérielles, mais aussi politiques, relationnelles et anthropologiques et, à partir de théories féministes, comme un espace de relégation, de travail, de soins et d'inégalités. Nous l'appréhendons également comme un espace « ressource » à partir duquel les habitants peuvent déployer leur « agentivité »⁸ (agency) pour agir sur le monde et métamorphoser leurs conditions de vie. Notre méthodologie de recherche est qualitative. Elle correspond aux aspirations féministes visant à documenter le quotidien des femmes pour subvertir les rapports de domination (Bracke, Puig de la Bellacasa, et Clair, 2013). L'ethnographie proposée, en deuxième partie, permet d'analyser les conditions de logement pendant le confinement et de faire surgir les dispositifs sociaux et spatiaux ayant servi la résilience des ménages face à la crise sanitaire. La troisième partie synthétise des revendications/recommandations à deux échelles : celles des politiques publiques de logement et celles de l'architecture et de l'urbanisme.

⁸ La notion d'agentivité ou « agency » en anglais, se définit comme la capacité des sujets à agir sur le monde. Il s'agit de « se focaliser sur les divers types de négociations que les femmes engagent vis-à-vis du pouvoir, et sur l'autonomie que cela leur confère pour agir sur les réalités sociales » (Bracke, Puig de la Bellacasa, et Clair, 2013).

Le logement comme objet d'étude féministe : implications théoriques et méthodologiques

Le droit au logement est inscrit dans les constitutions belge (article 23) et espagnole (article 47) qui font toutes deux références à la décence du logement. D'un point de vue étymologique, la « décence » renvoie au fait de « convenir ». Pour questionner la façon dont un logement convient ou non aux aspirations, aux besoins et aux désirs de ses habitants, de nombreuses recherches ont démontré l'importance de comprendre l'habitat dans ses dimensions matérielles et vécues (Agier, 1999; Besse, 2013; de Certeau, Giard et Mayol, 1994; Lefebvre, 1974; Lévy, 2015; Lussault, 2017). Deux présupposés permettent de rencontrer cette ambition. Premièrement, il s'agit de considérer l'imbrication des échelles spatiales et d'observer le logement dans ses relations du domestique à l'urbain en passant par les espaces intermédiaires et collectifs. Deuxièmement, les multiples dimensions de l'espace habité sont prises en compte. Dans ce chapitre, l'espace est compris à la fois dans ses dimensions anthropologiques, par les compétences que les habitantes développent pour transformer leur logement et l'adapter à leurs aspirations et besoins; relationnelle, en tant qu'interface pour le déploiement d'une sociabilité domestique, de voisinage ou urbaine; politique, en termes de gouvernance (Salembier, 2015).

Notre grille de lecture se base sur le paradigme du féminisme matérialiste⁹ mobilisant des outils conceptuels issus du marxisme pour théoriser le patriarcat. Les féministes se sont intéressées très tôt au logement car, au cœur de cet espace, se négocient des relations entre hommes et femmes assurément, mais aussi

⁹ Le féminisme matérialiste est issu de la 2^e vague féministe en France. Ses représentantes analysent les « rapports sociaux de sexe », c'est-à-dire le genre, comme un rapport entre des classes sociales antagonistes (la classe des hommes et la classe des femmes), et non entre des groupes biologiques.

entre les sphères professionnelle et familiale. Par conséquent, certaines luttes féministes se jouent et s'organisent au sein de l'espace domestique qui relie des questions d'ordre intime (l'accès à la contraception, le consentement ou la répartition des tâches domestiques, etc.) et politique ou urbaine (la conciliation vie privée – vie professionnelle, l'autonomie financière, etc.).

Dans cette étude, le logement est tout d'abord compris, comme un espace de relégation (ou de confinement) (Oakley, 1980). En effet, « c'est à partir du XVIII^e, et surtout du XIX^e siècle, que la majeure partie des femmes se retirent de la sphère économique pour se cantonner dans leur maison » (Dietrich-Ragon, Lambert, et Bonvalet, 2019). L'urbain est pensé de façon binaire, entre l'espace public, domaine réservé aux hommes, et l'espace privé attribué aux femmes (Federici, 2014). Des recherches en France et aux États-Unis démontrent que ce modèle persiste malgré l'investissement des femmes dans la sphère professionnelle, il serait même renforcé par certaines typologies de logement telles que la maison pavillonnaire, et par certaines formes urbaines telles que les suburbs aux États-Unis (Hayden, 1980) et le péri-urbain en France (Rougé, 2018). Les mesures sanitaires ont également renforcé cette relégation.

Il est également analysé comme un marqueur social des inégalités de genre (Bernard, 2007). Ces inégalités affectent deux échelles, celle du logement et celle de « la chambre à soi » (Woolf, 2020 – réédition 1929). La crise du logement dont souffrent de nombreuses grandes villes européennes, touche plus particulièrement les femmes (Hayden, 1980), d'autant plus si elles sont pauvres et racisées. À l'intérieur du logement, les femmes ont souvent plus de difficulté à accéder à un espace propre dans lequel elles peuvent se retrouver, travailler, se soigner ou réfléchir. L'accès à l'espace est donc hiérarchisé, notamment en fonction du genre (Direnberger et Schmoll, 2014).

Dans l'inconscient collectif, le logement est perçu comme un espace de repos, de loisirs et de quiétude rassemblant les membres d'un même ménage. L'approche féministe nous invite à le considérer comme un espace de travail lié aux soins ou au « care »¹⁰ et d'exploitation des femmes (Delphy et Leonard, 2019). Un travail quotidien, invisible, répétitif, pénible et gratuit, appelé le « travail reproductif ». Depuis les années 1960 et l'investissement des femmes dans les sphères professionnelles, elles cumulent trois types de rôles : le rôle productif, reproductif et social/communautaire (Moser, 1989). De nombreux travaux (Beneria et Sen, 1982) illustrent les difficultés de cette conciliation (Horelli et Vepsä, 1994) des différents rôles et de la « double journée » ou « second shift » (Hochschild et Machung, 2003). En effet, les enquêtes « emploi du temps »¹¹ font apparaître que les femmes continuent d'assumer la majeure partie des tâches domestiques (Puech, 2005), ainsi que la charge mentale (Haicault, 1984) associée aux responsabilités familiales. Ces difficultés sont exacerbées par la précarité de certaines femmes et notamment, pour les ménages monoparentaux dont la proportion augmente dans les courbes démographiques de nos villes européennes. Dans certains ménages ayant des revenus plus importants, le travail domestique est externalisé et reporté sur d'autres femmes plus pauvres et racisées (nounous, femmes de ménage, etc.) (Davis, 1983).

¹⁰ Cette notion a été développée par Carol Gilligan en 1982, dans un ouvrage intitulé « Une voix différente ». À la suite de cet ouvrage, la politologue Joan Tronto reprend ce concept qu'elle définit ainsi : « Activité caractéristique de l'espèce humaine, qui recouvre tout ce que nous faisons dans le but de maintenir, de perpétuer et de réparer notre monde, afin que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nos personnes et notre environnement, tout ce que nous cherchons à relier en un réseau complexe de soutien à la vie » (Tronto, 2009).

¹¹ En Belgique, en 2013, les femmes consacrent 3,82 heures par jour pour le travail domestique et du care contre 2,42 heures pour les hommes. En Espagne, en 2010, les femmes consacrent 4,55 heures par jour pour le travail domestique et du care contre 2,07 heures pour les hommes. Ces chiffres n'ont quasiment pas évolué en 10 ans dans les deux pays (United Nations, 2018).

Le logement est également analysé comme une « ressource » (Hancock, 2014). Les différents espaces qui le composent sont des « scènes » (Heynen, 2013) servant de support à l'« agentivité » (Bracke et al., 2013) que déploient ses habitants pour s'approprier l'espace, vivre ensemble, négocier des adaptations, construire des solidarités, s'épanouir dans d'autres sphères de la vie, développer des « tactiques » (de Certeau et al., 1994), défier la norme, subvertir les rapports de pouvoir, favoriser l'autonomie, encourager des ajustements au sein des couples et des groupes. Le célèbre slogan féministe né dans les années 1970, « le privé est politique » inaugure le potentiel des espaces domestiques à soutenir des transformations au sein de l'habitat, qui auront des répercussions sur la sphère urbaine et politique.

D'un point de vue méthodologique, la mobilisation d'une grille de lecture féministe nous invite à décroquer les rapports de pouvoir entre experts et non-experts, et à mettre la parole et les pratiques des femmes au cœur de nos préoccupations. Les données qualitatives sont davantage appropriées à ce type de démarche, d'autant qu'elles permettent également d'accéder de façon optimale aux modes d'habiter (Decailot, 1968). Nous optons pour l'utilisation de l'entretien compréhensif (Kaufmann, 2016) et de la carte mentale (Lynch, 1999). L'association de ces deux méthodes laisse place aux croisements disciplinaires.

Lors de l'étape de la constitution de notre panel d'enquêtées, nous avons mobilisé l'approche intersectionnelle¹². Deux critères principaux sont retenus pour sélectionner les habitantes : le degré de vulnérabilité pendant le confinement et l'invisibilité¹³ sur le

¹² Le point commun des approches intersectionnelles dans le domaine de la recherche et de la militance est de prendre en compte les conséquences de l'imbrication des formes de domination (liées au genre, à la race et à la classe) sur le quotidien des femmes (Bracke et al., 2013 ; Juteau, 2016).

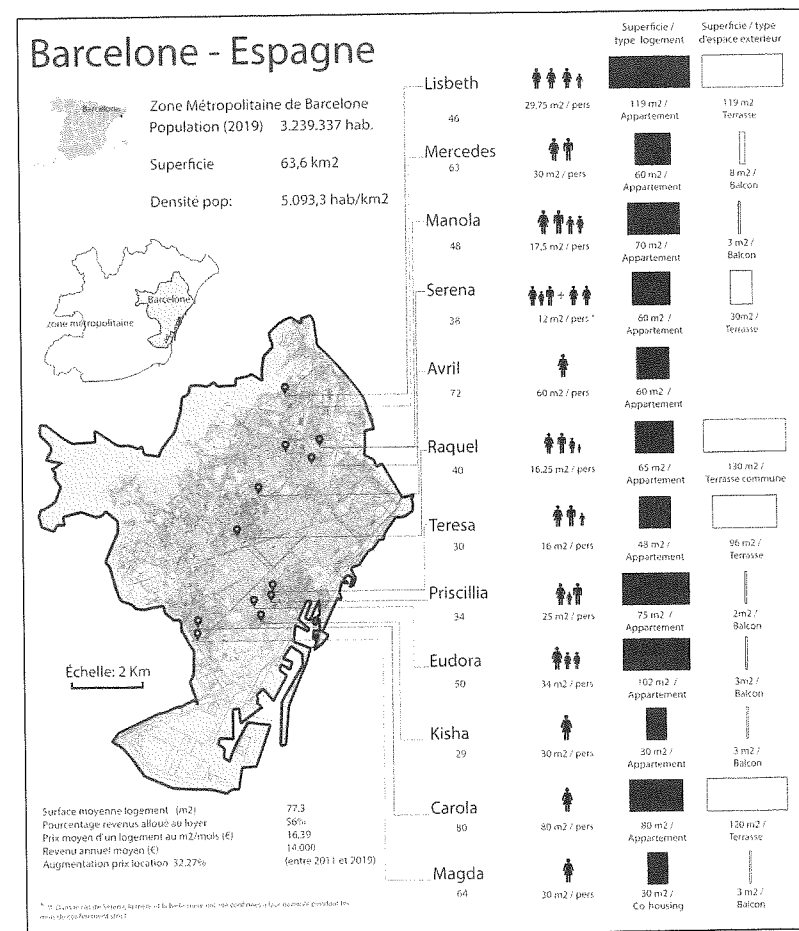
¹³ À Barcelone et à Bruxelles (Bernard, 2007), les groupes les plus exposés au mal-logement sont ceux formés par les familles monoparentales (cette composition de ménage est en augmentation constante dans les deux villes et dans plus de 80 % des cas, les chefs de ménages sont des femmes, elles sont plus

marché du logement préalable à la crise. Cinq profils types se sont dégagés : familles monoparentales, aînées, sans-papiers, femmes en télétravail avec des enfants à charge et finalement, habitantes de projets de logement collaboratif/participatif¹⁴. Nous avons rencontré ces cinq profils à Bruxelles et à Barcelone. Les femmes interviewées ont été recrutées via deux canaux principaux : les associations¹⁵ et les réseaux amicaux/familiaux des chercheurs.

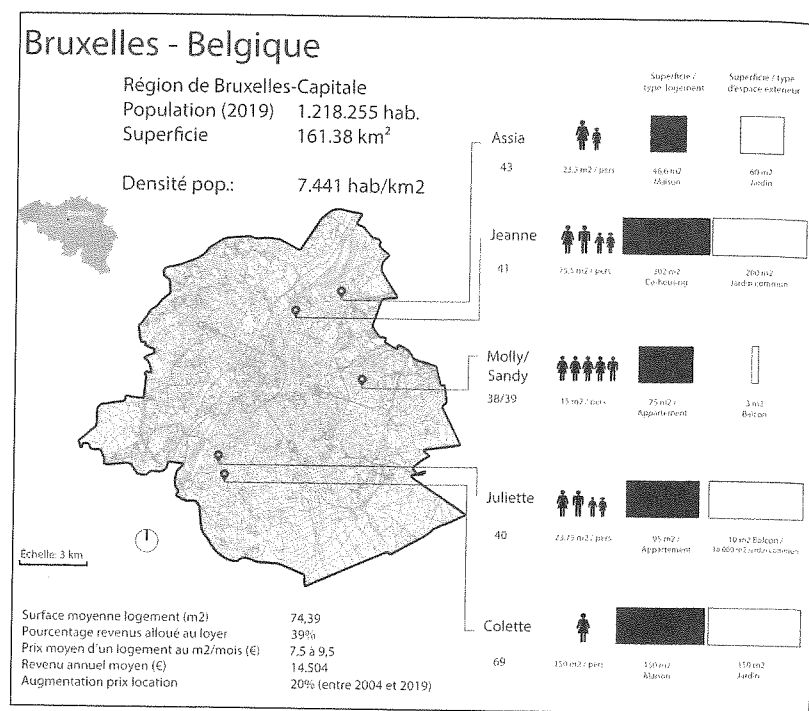
de la moitié à se trouver en situation de pauvreté), les aînées (en particulier les femmes car leur espérance de vie est plus importante et qu'elles ont des revenus plus faibles), les immigrés (en particulier à Barcelone, ils représentent 20 % de la population), les personnes victimes de violence domestique (catégorie où les femmes sont également surreprésentées) et les personnes handicapées. Notons qu'à Barcelone, plus encore qu'à Bruxelles, les jeunes rencontrent de grandes difficultés d'accès au logement (l'âge moyen d'émancipation en Espagne est, selon Eurostat 2019, de 29,5 ans – hommes 30,3 et – femmes 28,7 ans ; en Belgique, la moyenne est de 25,2, hommes 25,9 et femmes 24,5).

14 Habitats groupés, participatifs, collaboratifs, en autopromotion renvoient à des projets de logements collectifs où la gouvernance est assurée par les habitants et où ces derniers partagent toute une série d'espaces (cuisine commune, buanderie, ateliers, etc.) et de services (livraison de légumes, garde d'enfants, etc.).

15 À Bruxelles, les femmes ont été recrutées via les canaux suivants : pour la famille monoparentale via l'association Hamac, pour l'ainée via le service seniors de la commune de Forest, pour l'habitat participatif via le réseau des habitats groupés, pour la femme télétravaillant avec enfants via le réseau de collègues de l'université, pour les femmes sans papiers via la Ligue des travailleuses domestiques de la CSC. Les femmes recrutées à Bruxelles ne sont donc pas engagées dans des associations féministes. À Barcelone, les femmes ont été recrutées via une association féministe (Ca la Dona), une association de femmes migrantes et le réseau amical/familial des chercheuses impliquées.



Carte. 1. Panel des femmes interviewées et des typologies de logement à Barcelone



Carte. 2. Panel des femmes interviewées et des typologies de logement à Bruxelles

Nous allons à présent nous pencher sur la description ethno-graphique des pratiques et des représentations des femmes interviewées dans le cadre de cette enquête pour révéler les relations qu'elles entretiennent avec leurs logements, ainsi que les modes de résilience développés pour faire face à la crise.

Carences et résiliences du logement en temps de pandémie

Les femmes entre soulagement et accablement

Le télétravail généralisé, la fermeture des écoles et l'accès restreint aux infrastructures collectives font entrer de nouvelles fonctions dans le logement. L'organisation traditionnelle binaire des villes entre le privé et le public est bousculée. Les rythmes sont bouleversés. Ces conditions inédites encouragent les ménages à négocier de nouvelles configurations spatiales et temporelles.

Certaines mères interrogées saisissent l'opportunité de ralentir la cadence quotidienne habituelle. Juliette¹⁶ a 40 ans, elle vit en couple avec Herman et leurs deux enfants de 7 ans et 18 mois. Pendant le confinement, le couple continue de travailler à temps plein à domicile. Lors de l'entretien, elle relève la contradiction entre deux mots-clés choisis pour définir son état d'esprit pendant le confinement: « "Intense", ça peut paraître contradictoire avec le mot "cool". Mais c'est cool dans le sens où, (...) (d'habitude), il y a des temporalités très tendues. Et là, pendant deux mois, c'est sûr qu'avoir des moments à quatre, tous les matins, c'était super agréable. Alors qu' "intense" du fait de devoir combiner la famille et le travail. »

Manola a 48 ans, elle est en couple et a deux enfants adolescents. Elle est enseignante dans un lycée. Pendant le confinement, elle télétravaillait. Au début, elle était soulagée de ne plus devoir se conformer à la routine quotidienne. Raquel, 40 ans, est mariée et a deux enfants de 2 ans et 5 ans. Elle travaille dans une coopérative. Avec son compagnon, ils alternaient entre le travail et la garde des enfants. Manola comme Juliette, exprime

¹⁶ Pour des précisions sur les conditions de logement et les profils des ménages, le/la lecteur.lectrice peut se référer aux deux cartes de Bruxelles et de Barcelone reprises ci-dessus.

un soulagement : « Ce sont les changements de rythme qui permettent de vous rendre compte que ce sont les horaires qui fixent votre vie. Vous vivez bien sans horaire, sans réveil, vous vivez plus paisiblement ».

Jeanne a 41 ans, elle vit avec Nicolas et a deux enfants en bas âge. Jeanne est la plus catégorique dans son expression sur les opportunités que lui offre le confinement de réconcilier différents aspects de sa vie. En temps normal, elle a le sentiment que sa vie est « segmentée » : « (...) Quand ils ont dit qu'on allait rester à la maison, moi j'ai pas tellement eu peur de la maladie, j'ai surtout vu ça comme la possibilité de vivre de nouveau avec eux, de nouveau avec Nicolas aussi ».

Lisbeth a 46 ans. Elle élève seule son fils et vit en colocation avec deux autres femmes. Avant le confinement, elle travaillait au noir comme domestique. Suite à la crise, elle a perdu tous ses revenus. Le bureau de service social l'a aidée à payer le loyer de la chambre qu'elle partage avec son fils. Pour les autres besoins, ils ont survécu grâce à la solidarité de leurs amis. Malgré ces difficultés, elle apprécie le temps passé avec son fils de 5 ans : « Je sentais que je pouvais être avec Manolo tout le temps, même si j'étais fatiguée et tout. Parce qu'honnêtement, depuis que Manolo a un an, je l'ai envoyé à la garderie, et quand j'y repense, je me sens mal parce qu'il était si petit. Nous nous sommes amusés et nous avons grandi. L'important pour moi est qu'il a pu avancer ici, chez nous. (D'habitude), quand vous rentrez chez vous, vous n'avez le temps que de cuisiner, de vous doucher et de dormir ».

Parmi les enquêtées, celles qui ont apprécié ces changements de rythme sont toutes mères, en couple ou en colocation, elles peuvent toutes, soit compter sur le support conjugal, soit sur le support collectif d'une communauté d'habitants. En outre, elles habitent des logements relativement confortables en termes de surface et d'accès à des espaces extérieurs. Depuis quelques

décennies, de nombreuses enquêtes indiquent que les femmes, au quotidien, gèrent difficilement la conciliation entre leur travail domestique et reproductif : horaires inadaptés, mobilité contrainte, charge mentale, etc. Dès lors, il est compréhensible que l'arrêt brutal des activités et des sollicitations, qui sont le lot quotidien des ménages, ait pu être ressenti comme un soulagement. Ce sentiment cohabite souvent dans les récits des femmes, avec ceux de stress, de pression et d'intensité.



Fig. 1. Le Télétravail, la nouvelle conciliation, Vignette de Laura Saz Almadán¹⁷

Nous allons à présent illustrer les difficultés inhérentes à la conciliation des trois rôles sous le même toit, dans des temporalités inséparables. Les enquêtes démontrent la difficulté des familles monoparentales. Trois femmes de notre panel (Assia, Eudora et Lisbeth) assument seules le rôle de cheffe de famille. Aucune n'exprime de soulagement comme les autres personnes interviewées. Au contraire, les mots-clés définissant leur état d'esprit pendant le confinement sont tous négatifs.

¹⁷ https://fsc.ccoo.es/noticia:512344--Teletrabajo_para_todas&opc_id=117f59ca4104b23aa0be2b5d01abaa14



Fig. 2. Nuage de mots-clés des femmes en situation de monoparentalité à Bruxelles et à Barcelone, concernant leurs sentiments pendant le confinement

Assia critique la gestion gouvernementale de la crise : « Tout nous est un peu tombé sur le dos, ce sont les familles qui devaient assumer l'essentiel, par rapport à tous les ajustements qui ont été demandés et je pense qu'effectivement par définition, à deux, on est plus forts, seule, ce n'est pas le cas. Et donc ça a été très dur. » Habituellement, d'autres adultes participent à l'épanouissement de son enfant : les enseignants, les animateurs des activités auxquelles elle participe, mais aussi sa grand-mère : « Par rapport au virus, ce qui me faisait peur, c'est que la personne la plus proche, c'est ma maman qui a 68 ans et des problèmes d'asthme, pour qui je suis une ressource et inversement. D'habitude, nous fonctionnons en symbiose, nous nous entraïdons ». Les mesures sanitaires de distanciation l'ont privée de cette aide quotidienne précieuse.

Eudora a 50 ans, elle est séparée de son compagnon et vit avec ses deux filles adolescentes de 13 et 17 ans. Elle travaille en tant qu'indépendante, en télétravail. Ses revenus ont diminué pendant la période de confinement et elle connaissait des moments difficiles pour continuer à travailler à domicile tout en s'occupant de ses enfants. « Les filles étaient avec moi tout le temps, parce que je suis séparée. (Avec leur père), nous avons décidé qu'elles seraient avec moi. Je travaille habituellement à la maison, en ce sens, l'enfermement ne m'a pas tant affectée (...). Ce qui a changé sur le plan personnel, c'est la fermeture des écoles. Je

travillais 60 % de mon temps habituel. En tant que femme, nous sommes très dévouées à la prise en charge et il y a eu des jours où je me suis sentie très fatiguée et très épuisée (...). Comme une surcharge émotionnelle. » Eudora confie qu'elle faisait beaucoup d'insomnies pendant toute la période de confinement.

Pour les femmes en situation de monoparentalité interviewées, la spatialité a peu d'effet sur leur ressenti face à la crise car toutes trois disposent de surfaces relativement confortables (entre 23 et 34 mètres carrés par personne). Ce qui est vécu comme une difficulté, c'est la solitude face à la crise et la conciliation, en solo, entre le travail de soin et la vie professionnelle.

Ces premières restitutions ethnographiques nous invitent également à questionner les avantages et les inconvénients du télétravail. Dans certaines situations, il permet apparemment de mieux concilier les différents rôles, mais ne risque-t-il pas à terme d'accentuer la relégation des femmes dans le logement et de creuser les inégalités ?

Femmes cherchent espaces désespérément...

Comme expliqué en première partie, les accès à un logement de qualité, d'une part, et à une « chambre à soi » au sein de l'habitat, d'autre part, sont hiérarchisés en fonction des revenus, du genre et de l'origine des personnes.

Commençons par l'échelle du logement. Les revenus ont bien évidemment un impact considérable sur la qualité du logement auquel nous pouvons espérer accéder. Or, les femmes subissent différentes discriminations économiques¹⁸ ou raciales. C'est le cas de Molly et Sandy rencontrées au cours de nos entretiens.

¹⁸ L'écart salarial moyen au niveau européen entre les hommes et les femmes s'élève à 14,1 % (Belgique : 5,8 %, Espagne : 11,9 % en 2019 selon Eurostat).

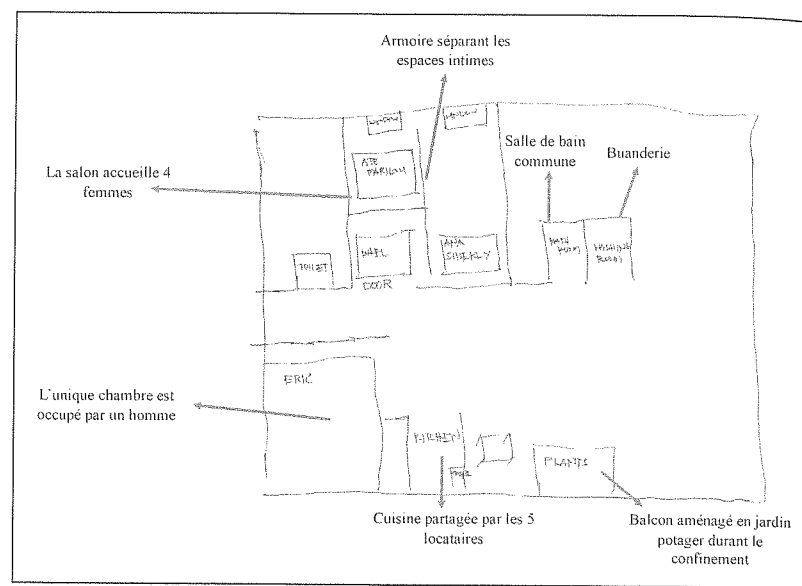


Fig. 3. Carte mentale de Sandy – juillet 2020 – 75 m²

Elles ont respectivement 39 ans et 38 ans, elles sont originaires des Philippines et ont immigré en Belgique pour travailler comme domestiques pour des familles belges. Elles sont sans papiers et ont perdu leur emploi dès le début du confinement. Elles habitent en colocation avec deux autres femmes philippines et un homme, dans un appartement de 75 m² équipé d'un balcon de 3 m². Le salon mesurant environ 20 m² est divisé en quatre par des armoires. Le seul homme du ménage occupe l'unique chambre. Molly et Sandy, lors de leur entretien, ne se plaignent pas du manque d'intimité de leur logement. Elles relèvent, au contraire, les bienfaits de leur cohabitation pour s'entraider et faire face aux incertitudes liées au confinement. Molly a deux filles aux Philippines, elle était très angoissée de tomber malade et de ne pas être autorisée à rentrer chez elle : « *During this period all the negatives, you think about the worst case scenario. So, I was thinking: what if I die. I will die without my children, without my girls, I won't spend time with them* ». Pour ces femmes, la suroccupation du logement et l'angoisse d'être

« enfermées en Belgique », ne peuvent être compensées par l'accès à l'espace public car elles « avaient peur des contrôles de police fréquents ». Le sentiment d'enfermement lié au confinement est ici renforcé par des discriminations sociales, de genre et raciale.

La question de l'accès se pose également à l'intérieur du logement. Des études féministes¹⁹ relèvent que de nombreuses femmes manquent d'intimité dans leur logement, surtout lors de l'arrivée du premier enfant. Ce besoin de se retrouver peut parfois être comblé grâce à des moments passés seules à la maison, à la possibilité de travailler dans un espace en dehors du logement, ou encore à des aménagements effectués. Pendant le confinement, ce problème s'est accentué. Serena a 38 ans. Elle ne travaille pas actuellement. Depuis 2015, elle loue un appartement qu'elle habite avec son compagnon et son bébé de 6 mois. Dans ce ménage, le confinement rime avec « surpopulation » car la mère et la belle-mère se sont confinées dans le même logement. Serena raconte : « Ce qui m'a le plus manqué pendant le confinement, c'est la solitude. Ce que j'ai fait le plus, c'est travailler sur moi-même, sur la patience, essayer ne pas exploser, ne pas perdre la tête. (...) Au-delà du sentiment d'être emprisonnée, ce qui était difficile, c'est de ne pas avoir accès à mon intimité. Je ne pouvais pas faire l'amour en paix pendant tout le confinement, entre le bébé et les belles-mères à proximité ».

Juliette, elle, n'a pas eu la possibilité de créer un bureau dans son logement pour travailler car dans la seule pièce disponible et adaptée, elle ne captait pas le wifi. Au sein du logement de Manola, des conflits sont apparus avec ses enfants car ils étaient obligés de laisser les portes ouvertes pour accéder à une meilleure connexion wifi. Ses enfants et elle, contrairement à son mari, n'avaient pas d'espace dédié pour travailler et devaient donc s'accommoder de situations inconfortables.

¹⁹ À ce sujet voir : Woolf, V., *Une chambre à soi*, Paris, Poche, 2020 – réédition 1929. Lambert, A., Dietrich-Ragon, P., et Bonvalet, C., *Le monde privé des femmes : genre et habitat dans la société française*, Paris, Ined éditions, 2018.

Si les femmes en couple ou seule avec des enfants souffrent de problèmes d'intimité dans leur logement de façon exacerbée pendant le confinement, les aînées interviewées souffrent, au contraire, d'isolement et de manque de liens affectifs avec leurs proches.

Les femmes transforment/adaptent, relie et gouvernent leurs espaces

La relégation généralisée dans le logement, la conciliation des trois rôles et les inégalités d'accès aux espaces décrites dans les parties précédentes nous invitent, à présent, à aborder les espaces non plus comme carences ou comme lieu de reproduction des inégalités sociales et de genre, mais en tant que ressource. Adopter cette approche implique de comprendre le logement dans ses dimensions anthropologiques (transformation et adaptation des espaces), relationnelle (déploiement d'une sociabilité à différentes échelles spatiales) et politique (gouvernance des espaces). Le prisme féministe permet d'interroger le rôle des femmes dans ces différentes dimensions et d'illustrer leur « agentivité » et leurs multiples adaptations à une situation de crise.

Commençons par la lecture du confinement au prisme de la dimension anthropologique. Cette dernière fait référence aux compétences mises aux services de la transformation des espaces pour les ajuster aux désirs, aspirations et besoins des habitants.

L'une des similitudes relevées dans les expériences des femmes interviewées concernent la transformation et la production de nouveaux espaces. Il peut s'agir d'un jardin, d'un balcon, d'un petit bureau ou encore, d'un appartement partagé par des voisins au sein d'un cohabitat. Ces espaces offrent un double avantage : créer, au sein du logement ou de ses abords, une nouvelle fonction non rencontrée dans la cellule domestique et déplacer les rôles imposés socialement aux femmes. N'être pas seulement mère ou conjointe, mais aussi employée, amie, jardinière ou voisine, était l'une des revendications des mouvements féministes des années 1970, le confinement semble avoir réveillé ces aspirations.

Les femmes ont utilisé des « tactiques » (de Certeau, Giard, et Mayol, 1994) pour « se réfugier » dans un ailleurs très proche, contraintes par les mesures sanitaires. Juliette, par exemple, a rapidement trouvé un accord avec un voisin pour continuer son activité professionnelle : « Il y a un petit restaurant au rez-de-chaussée du bâtiment et on connaît bien le propriétaire et il nous a tout de suite prêté son double de clé. Du coup voilà, on allait un peu là-bas à tour de rôle se réfugier pour pouvoir avoir les réunions, les Teams, les Skype, etc. ». Pour « s'évader » aussi, comme le dit Assia à propos de son jardin : « J'ai passé du temps au jardin parce qu'il n'y avait que ça à faire. Donc le petit potager, je l'ai installé cette année ». Sandy a créé un véritable jardin potager sur un balcon de 3 m², cela permet « de combler l'ennui, de combattre le stress et de fournir des légumes à la colocation ».



Fig. 5. Le jardin d'Assia réaménagé pendant le confinement a été un véritable refuge



Fig. 6. Sandy originaire d'une région rurale des Philippines a créé un jardin potager sur leur balcon de 3 m²

Jeanne, mère de deux enfants en bas âge, habite un logement spacieux, malgré cela, elle se sent constamment sollicitée par les obligations familiales. L'aménagement d'un bureau à l'étage l'a libérée du poids qu'elle subit habituellement et plus encore durant le confinement. Nicolas, son conjoint avait déjà un bureau au sein du logement: «J'ai fait des trucs très symboliques (pendant le confinement), j'ai aménagé un bureau pour moi, dans les combles. Je le voulais depuis longtemps. Je l'ai fait. (...) Et à la toute fin du confinement, j'ai pu travailler dans MON bureau et ça, c'était le bonheur parce que voilà, il y avait mes affaires, mes photos, mes trucs. (...) Depuis que j'ai mon bureau dans mon logement, je m'en fous du reste (...) Ce bureau, ça me donne le sentiment que le monde peut s'effondrer, moi j'ai mon truc. Alors qu'avant, je me préoccupais de tout sauf de moi. J'ai inversé un peu les priorités. J'ai enfin créé ma bulle, un espace où je peux ne pas

être dérangée mentalement. (...) Je ne suis pas aussi bien isolée que Nicolas tout en bas, mais c'est ce sentiment d'avoir quatre murs et d'être protégée d'une certaine façon de la folie de la vie qui va vite. (...) »



Fig. 7. Jeanne s'est aménagée un bureau de 13 m² dans les combles pour atténuer sa charge mentale

Malgré l'enfermement, cet espace lui accorde une nouvelle liberté qui pourra se prolonger après le confinement. Au travers de cet aménagement, elle rencontre les préconisations de Virginia Woolf du début du siècle dernier concernant l'importance d'avoir « une chambre à soi » pour conquérir de l'autonomie, se départir des charges incombant aux femmes dans le logement, retrouver son intimité et prendre soin d'elle-même.

À Barcelone, les femmes cherchent également à s'évader de leur logement, Raquel allait sur le toit de leur bâtiment pour jouer avec ses filles pendant que son conjoint travaillait à l'intérieur. Kisha « a acheté des plantes pour les mettre sur le balcon ».

Priscillia trouvait important de végétaliser davantage son intérieur : « Nous avons mis beaucoup de plantes, la maison est devenue beaucoup plus verte, je pense que maintenant nous nous équipons un peu plus pour pouvoir être à la maison et transformer l'espace pour qu'il corresponde davantage à nos besoins ». Quant à Serena, jeune maman vivant dans un logement surpeuplé, elle explique : « Je me cachais sur le porche arrière et je fumais de l'herbe pour me calmer. Je me cachais pour que ma belle-mère ne voie pas que je fumais des cigarettes alors que j'allaitais. De plus, la buanderie se trouve sur cette terrasse, alors je prétextais de devoir faire des lessives pour y aller. »

Dès le début du confinement, les voisins de Teresa utilisent la terrasse communautaire. À un moment donné, malgré les interdictions, elle décide de l'utiliser avec son enfant de deux ans. « Nous étions avec notre fils et nous avons regardé le soleil pendant un moment, parce que c'était la seule chose qu'il y avait. Imaginez pour un enfant, je pense qu'il peut devenir fou s'il ne sort pas dehors pendant un mois entier, alors je pense que cette terrasse nous a sauvés. »

Les entretiens illustrent le fait que lorsque les femmes créent et accèdent à des espaces en dehors de la sphère domestique, le confinement prend une tournure totalement différente.

La deuxième dimension mobilisée pour analyser les récits de femmes en temps de confinement, est relationnelle. Cette dernière permet d'interroger les espaces dans leurs dimensions collectives.

Juliette explique les potentiels du logement collectif en termes de résilience en temps de crise : « (...) la particularité de notre confinement, c'est que nous nous sommes confinés tout de suite avec nos voisins qui habitent au 7^e étage, nous habitons au 13^e étage, dans une barre collective de logements. Nous nous sommes dits que c'était inutile de se confiner chacun dans nos appartements (...). C'était peut-être plus sain de le faire ensemble surtout que moi, j'ai un temps plein qui ne s'arrêtait pas. En matinée, Emile descendait chez Odile. Puis l'après-midi, on récupérait Odile pour laisser du temps à Yvonne et Pascal. » Par le

biais de ces arrangements entre voisins, Juliette et son conjoint ont eu l'opportunité de donner du souffle à leur relation et de continuer leur activité professionnelle respective pour garder une stabilité financière malgré la crise.

Lisbeth explique que ses colocataires l'ont beaucoup soutenue pendant le confinement pour s'occuper de son fils de 5 ans : « La maison avec cet espace (une terrasse) nous a beaucoup aidés, surtout avec un enfant. (...) Ici, dans l'appartement avec mes colocataires, il y a une bonne entente. (...) Nous nous sommes soutenus (...) ».

Pendant le confinement, les aînées, plus que les autres personnes interviewées, ont eu peur, ont été angoissées par la maladie et la mort touchant leurs amis, le sentiment de solitude s'est également renforcé. Plusieurs d'entre elles, à Bruxelles, comme à Barcelone, expriment la façon dont l'interdiction de toucher, d'embrasser, de serrer dans ses bras ses proches, a été très mal vécu. Juste avant le confinement, le mari de Colette est décédé. Sa fille qui habite la maison voisine souhaitait protéger sa mère du virus et refusait, par conséquent, de lui rendre visite ou qu'elle accueille ses petits-enfants au sein de son logement. Colette a beaucoup souffert de cette mise à distance de sa famille. Lorsque nous demandons à Colette, ce qui lui a le plus manqué pendant le confinement, elle répond : « Comme j'ai vécu la mort soudaine de mon mari, je me dis : nous ne savons jamais à notre âge, combien de temps on a encore à vivre et voilà, on doit décompter 3-4 mois de se priver de nos plaisirs de voir, d'embrasser, de faire des câlins à nos petits-enfants. Voilà, ce sont des choses qui m'ont beaucoup manquées. »

Mercedes a 63 ans et vit en couple. Lorsque le confinement a débuté, elle venait de prendre sa retraite, elle est aujourd'hui militante à 100 %. Son témoignage rejoint celui de Colette concernant les besoins non assouvis d'un point de vue charnel et sensoriel : « Ce qui m'a le plus manqué, c'est le contact avec les gens. Le désir de donner un câlin, des sensations plus physiques, de pouvoir faire les choses au moment voulu. (...) Il s'agit essentiellement

du contact physique et émotionnel avec les gens». Par contre, Mercedes, militante féministe dans de nombreuses organisations barcelonaises, reconnaît que les contacts avec ses voisins se sont renforcés. Cela l'a aidée à surmonter les manques liés au confinement: «Normalement, il n'y a pas tant de relations avec les voisins. Ce que j'ai pensé, c'est que c'était bien d'avoir eu ce contact plus direct avec eux. La nécessité de faire de l'environnement une communauté. L'espace dans lequel je vis rend cela plus facile.» La possibilité de se connecter au monde l'a également soutenue face à ses angoisses: «Ce qui m'aidait, c'est d'être assez proche des gens. Mais surtout, j'étais très connectée, avec ma famille, avec mes amis, avec les organisations. Les réseaux sociaux. Hyperconnectée».

Magda est originaire d'Allemagne, elle a 64 ans et vit dans une coopérative de logements depuis 2018. Elle ne connaissait pas encore ses voisins au début de la crise. Elle regrette de ne pas avoir fait leur connaissance avant le confinement pour se sentir moins isolée et profiter de leur soutien, période qui était associée, pour elle, à une convalescence suite à une opération. C'est l'un des changements qu'elle souhaite assumer dans les prochains mois: «Je ne vis pas ici depuis longtemps et si nous sommes à nouveau enfermés, je ne veux pas avoir l'impression que mes amis me manquent, la seule façon pour moi est de m'intégrer davantage à la communauté qui est ici».

Les situations décrites informent sur le potentiel de certains espaces à créer du lien avec son entourage direct. Le logement collectif pour Juliette permet de se confiner avec ses voisins et d'avoir accès à un bureau en dehors de son logement. La colocation pour Lisbeth permet de partager les tâches domestiques avec ses colocataires et d'être soutenue dans les soins que réclame la présence quotidienne de son fils. Mercedes, quant à elle, habite un quartier de Barcelone dont la forme, encourage la rencontre entre voisins. Le confinement a renforcé le sentiment de communauté de ses habitants. Pour chacune, ces organisations sociales sont soutenues par les espaces qu'elles habitent

et il est probable que le confinement ait permis de renforcer les liens. Au contraire, Colette, veuve depuis peu, habite une maison unifamiliale, elle a beaucoup souffert du manque de liens sociaux pendant le confinement.

La dernière dimension mobilisée est politique. Elle interroge les conflits et négociations inhérentes à la gouvernance des espaces par un collectif d'habitants.

Pour aborder cette dimension, nous allons nous attarder plus spécifiquement sur le cas de Magda à Barcelone et de Jeanne à Bruxelles. Elles habitent toutes deux dans un cohabitat qui offre toute une série d'espaces et de services gérés en commun.

Comme expliqué précédemment, Madga, 64 ans, en convalescence pendant le confinement, a souffert de la solitude. Elle habite pourtant un cohabitat dans lequel des dynamiques collectives ont été encouragées dès le début de la crise. Un article paru dans un magazine local illustre le fait que pour une part des habitants de ce bâtiment, partager des espaces a permis une meilleure résilience face à la crise. En effet, les deux pièces destinées habituellement à accueillir les visiteurs ont été mises à disposition pour le télétravail. Les personnes absentes ont également mis leurs appartements à disposition de la communauté. Les enfants ont profité des terrasses et des couloirs pour jouer, ainsi que pour rouler à vélo ou en rollers. Dès le début du confinement, les habitants ont organisé un espace éducatif et récréatif pour les enfants dans lequel les adultes se sont relayés pour s'occuper d'eux²⁰.

Ces aménagements des espaces et des relations de voisinage rejoignent les expériences bruxelloises de confinement dans des logements collectifs et participatifs. L'article précité semble se concentrer principalement sur la situation des familles avec enfants. Mais qu'en est-il des aménagements prévus pour les

²⁰ <https://www.pikaramagazine.com/2020/05/confinamiento-comunidad-navegar-la-incertidumbre-desde-la-casa-comun/>, consulté le 5.08.2020.

ainés dans ce type de logement communautaire ? Et pourquoi Magda n'a-t-elle pas trouvé le réconfort nécessaire pour traverser cette période de crise ?

Jeanne, mère de famille, ayant créé son propre bureau dans son logement a particulièrement apprécié la période de confinement. Les mots-clés qu'elle utilise pour définir son état d'esprit pendant le confinement sont tous positifs : l'euphorie, l'épanouissement, l'excitation, le plaisir, les retrouvailles (avec elle-même, son conjoint et ses enfants). Dans quelle mesure la typologie de l'habitat groupé peut avoir une incidence sur son ressenti ? Il n'est sans doute pas le seul déterminant de son bien-être, mais son ressenti mérite que nous nous attardions sur cette situation.

Pendant le confinement, elle avait accès à deux espaces extérieurs à sa bulle domestique : un appartement mis à disposition par l'un des voisins absents et un jardin collectif. L'usage et la gouvernance de cet espace a cristallisé toute une série de tensions entre voisins du cohabitat. Elles provenaient, d'une part, de désaccords concernant les règles sanitaires, certains estimant qu'il fallait les respecter strictement, alors que d'autres laissaient leurs enfants se côtoyer dans les espaces collectifs ; et, d'autre part, de la surveillance des enfants. Les parents des ménages habitant les logements donnant directement sur le jardin commun, avaient la sensation de devoir gérer toutes les activités des enfants : les goûters, les jeux, les disputes, les jalousies, etc. Alors que les parents habitant aux étages dans le bâtiment avant, laissaient leurs enfants descendre seuls pendant qu'ils/elles télétravaillaient. Grâce à une réunion, les habitants ont négocié de nouvelles règles de cogestion de l'espace commun spécifiques au confinement. Jeanne explique les enjeux de cette rencontre : « La réunion, ça a permis de remettre un peu tout le monde sur une même échelle (...). Le résultat à la fin, c'est que nous avons instauré un tour de garde dans le jardin, donc par demi-journée, avec un parent le matin, un parent le soir qui étaient chargés de surveiller. Il y avait un groupe pour les grands, un groupe pour

les petits. Donc il y avait globalement deux parents tout le temps par demi-journée qui gardaient les enfants de tout le monde et nous l'avons carrément institué, il y avait un Google Agenda et nous mettions nos noms. »

À la suite de différentes négociations, le jardin commun a indéniablement offert une plus-value aux habitants pendant le confinement. Les espaces communs et la cogestion de ceux-ci peuvent être de véritables leviers dans la résilience face aux crises.

Cette description ethnographique des pratiques habitantes des femmes en temps de confinement témoigne des compétences des femmes mises au service d'une harmonie entre les objets vivants (plantes, fleurs, pierres, etc.) et non vivants (les meubles, les rideaux, etc.), les vides et les gens. Les femmes aménagent et se ménagent des espaces, des temporalités et des relations. Au-delà de l'aspect matériel du logement (nombre de mètres carrés, isolation, volumétrie, séparation entre les pièces, etc.), les pratiques illustrent les besoins des femmes d'accueillir, au sein de leur logement, des dimensions anthropologiques (transformer et adapter les espaces pour Assia, Priscillia, Mandy, Juliette et Jeanne), relationnelles (créer de nouvelles relations de voisinage pour Juliette, Jeanne, Lisbeth, Magda et Mercedes) et politiques (gouverner des espaces en commun pour Juliette, Magda et Jeanne). Dans la conclusion de cet article, nous verrons comment ces préoccupations peuvent, d'une part, encourager l'évolution des politiques publiques de logement, et, d'autre part, rencontrer des tentatives de développement d'un habitat féministe prenant en compte les besoins spécifiques des femmes.

Ouvertures et recommandations

Les recommandations reprises en conclusion de ce chapitre sont liées à l'urgence de réinventer des espaces de vie sécurisants et solidaires face à l'isolement créé par les mesures sanitaires, mais aussi préalables à celles-ci. Elles concernent

deux niveaux opérationnels : les politiques publiques et l'architecture. Concernant ce deuxième niveau, les auteurs de cet article ne considèrent pas l'architecture comme un déterminant systématique des pratiques sociales²¹. Nous l'envisageons comme un levier permettant de relire le droit au logement au prisme du genre et des apprentissages de cette crise sanitaire.

Politiques publiques de logement et politiques urbaines

En termes de politiques publiques, nous nous limiterons à quatre situations particulièrement mises en relief durant le lockdown : la recherche d'espace, le cohabitat et les bureaux du temps.

Concernant la première, nous avons pu goûter, tant à Bruxelles qu'à Barcelone, pendant le confinement, l'importance de disposer de règles de superficie minimale, seules à même de garantir un minimum d'intimité aux occupants. Peut-être le présent contexte amènera-t-il les gouvernements à revoir ces standards à la hausse, au (double) risque toutefois d'encherir le prix des habitations futures et de mettre hors circuit des biens existants. Les codes du Logement des deux régions étudiées pourrait également évoluer vers une obligation à fournir un espace extérieur propre à chaque logement (terrasse, balcon, jardin).

L'expérience de ces derniers mois a livré un enseignement majeur pour la politique du logement : l'habitat groupé, déjà connu pour ses vertus de cohésion sociale (et prisé spécialement par les personnes en difficultés socioéconomiques – dont on sait par ailleurs qu'elles sont majoritairement des femmes), constitue une ressource plus précieuse encore lorsque nous sommes condamnés à demeurer cloîtré in situ²².

²¹ Ce que Jacqueline Coutras nomme « le fétichisme spatial » (Direnberger et Schmoll, 2014).

²² C'est ce qui transparaît de l'interview de Jeanne par exemple.

Pour ce qui est du cohabitat, dans le cas de Bruxelles, force est de constater que la législation n'encourage nullement ce mode de vie, tout à l'inverse. Qu'il s'agisse de la solidarité pécuniaire obligée entre colocataires, du taux des allocations sociales qui diminue en situation de cohabitation (qu'il s'agisse du chômage ou du revenu d'intégration sociale par exemple, le taux octroyé aux cohabitants est significativement inférieur au taux dit isolé) ou encore des prescriptions urbanistiques qui freinent l'aménagement d'un habitat groupé dans un immeuble existant (un permis d'urbanisme est ainsi requis pour simplement accueillir des colocataires au sein d'un bâtiment unifamilial... et, lorsqu'on le sollicite, il est généralement refusé par la commune), notre arsenal juridique tend à contrarier ce choix. Puisse au moins la crise sanitaire faire prendre conscience aux autorités de la nécessité d'enfin lever les entraves mises à la solidarité dans le logement.

À Barcelone, depuis 2015, le gouvernement local a encouragé la construction de logements coopératifs via des baux emphytéotiques d'une durée de 75 ans sur des terrains publics, avec un système de redevance annuelle. Cette impulsion des pouvoirs publics a donné lieu à dix affectations d'usage garantissant la construction de près de 250 logements qui favorisent la vie en communauté et offrent des loyers abordables à ses habitants²³.

Dans le contexte européen, des programmes spécifiques de logement en cohabitat pour les ménages les plus vulnérables sur le marché immobilier (monoparentaux, aînés²⁴, isolés, immigrés/réfugiés/sans-papiers) pourraient renforcer le droit à un logement digne et solidaire.

²³ <https://habitatge.barcelona/ca/acces-a-habitatge/cohabitatge>, consulté le 16.09.20.

²⁴ Pour les aînés, le confinement a révélé de graves carences de nos milieux d'accueil. Dans les deux contextes, les taux de mortalité les plus importants liés au Covid se situent dans les résidences pour personnes âgées.

La conciliation vie privée – vie professionnelle dépasse les enjeux liés à la sphère du logement. Le travail des femmes, en dehors du logement et des enfants, émancipe. Il permet d'être autonome financièrement, socialement et spatialement. Pourtant, les différents mondes sociaux : scolaire, professionnel, administratif, etc. se tournent le dos. Il serait donc intéressant en termes de politiques publiques de la ville d'adopter des programmes de gestion locale des temporalités²⁵ (bureaux du temps) par et pour les femmes.

Pour une architecture féministe

Cette dernière partie de l'article s'adresse aux futurs aménageurs et s'interroge sur la façon dont les besoins spécifiques des femmes peuvent être pris en compte pour favoriser le logement comme facteur d'inclusion et d'émancipation sociale. Les données récoltées dans le cadre de cette recherche qualitative permettent de lancer différentes pistes de réflexion quant à la manière dont le logement peut se « déconfiner » et devenir un levier de transformation des rapports sociaux de genre et de classe. Nous allons passer en revue différentes recommandations déclinées au regard de trois échelles spatiales : le logement, le quartier et la ville²⁶.

À l'échelle du logement, premièrement, des espaces modulables et multifonctionnels semblent plus résilients pour s'adapter aux différents changements rencontrés au cours de l'existence de

ses habitants. Deuxièmement, le surpeuplement des logements pose de nombreux problèmes et peut entraîner des risques importants qui vont du manque d'intimité à l'exacerbation de certaines formes de violences. Troisièmement, la possibilité que chacun puisse s'aménager, au sein de son logement, un « espace à soi », même petit, constitue un enjeu important pour favoriser l'émancipation des habitants. Ces besoins d'intimité n'empêchent pas d'encourager la colocation si les espaces sont suffisamment modulables et généreux pour accueillir ce type de ménage.

À l'échelle des espaces intermédiaires et communs, des questions techniques se posent quant à l'assurance d'une isolation appropriée entre les logements pour favoriser des contacts plus équilibrés entre voisins. L'enquête en atteste également, des espaces intermédiaires (couloirs, cage d'escalier, hall d'entrée, etc.) de qualité peuvent constituer une ressource en termes de « potentiels relationnels » (Ledent, 2014) entre les voisins d'un même bâtiment. Comme énoncé précédemment, les formes d'habitat groupé où les habitants sont amenés à partager et à autogouverner des espaces communs devraient être favorisées, notamment pour les publics les plus vulnérables. La parenté contemporaine se décline sous de multiples formes qui se métamorphosent rapidement, les programmes de logement et, par extension, les mesures gouvernementales et sanitaires pendant la pandémie, s'accrochent aux modèles traditionnels de la famille nucléaire (Ledent, Salembier et Vanneste, 2019). Cette opportunité d'habiter ensemble et de mutualiser des espaces est encore, dans de nombreuses villes européennes, uniquement réservée à des ménages « traditionnels » et à une élite cultivée de la classe moyenne.

À l'échelle du quartier et de la ville plus largement, l'accès à des espaces ouverts favorise les rencontres sociales, la connexion avec la nature, et permet de corriger les carences et le surpeuplement de certains logements. Certains espaces de vie communs

²⁵ Initiatives prises par des groupes de femmes en Italie, des « bureaux du temps » s'ouvrent dans certaines villes européennes pour aider les citoyens à mieux concilier les temps professionnels, familiaux et d'accès aux services. (Boulin, 2003)

²⁶ Voir « De la petite maison dans la prairie aux marchands de sommeil » 40 récits de femmes pour analyser les ruptures, besoins et modes de débrouille face à l'inégalité de l'accès au logement. Chroniques féministes, 122, 5-8 (Salembier, 2018). Et Beyond the Threshold: Women, Housing and Cities. Barcelona: dpr-barcelona (Muxi Martinez, 2020).

pourraient également être créés et mutualisés par les habitants d'un même quartier. Une option consisterait à créer des réseaux d'espaces de cotravail et de partage du *care* dans les quartiers.

À ces différentes échelles spatiales, des questions de gouvernance se posent quant à la place et aux rôles que pourraient jouer les femmes au sein des instances de décision. Gouverner des espaces à l'échelle d'un cohabitat, d'un quartier, ou d'une commune représente des leviers fondamentaux d'émancipation. Encourager la présence des femmes dans les métiers de l'aménagement, au sein d'instances de décisions locales, communales et régionales favorise la prise en compte des besoins spécifiques et participe progressivement à la transformation de nos villes pensées, depuis des décennies, « par et pour les hommes » (Raibaud, 2017).

Pour terminer, le confinement nous a enseigné que le droit à un logement digne n'est pas acquis dans les deux contextes étudiés. Les inégalités, qu'elles soient liées aux discriminations économiques, raciales ou de genre, subsistent et ont été, dans une certaine mesure, exacerbées par le confinement. L'un des apprentissages de ce travail de recherche est d'avoir mis en exergue l'importance du niveau communautaire pour faire face à une situation de crise. Le logement et les différentes échelles qui y sont associées peuvent favoriser le développement de ces organisations. Dans les prochaines décennies, nos sociétés devront faire face à des crises inédites, la grille de lecture féministe, notamment au travers de son attention aux inégalités, à la prise en compte du soin et à la participation des femmes dans les sphères de gouvernance, offre des perspectives pour repenser le droit au logement dans une visée d'émancipation et d'autonomie des habitants.

Bibliographie

- Ager, M., *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Archives contemporaines, 1999.
- Beneria, L., Sen, G., « Class and Gender Inequalities and Women's Role in Economic Development: Theoretical and Practical Implications », *Feminist Studies*, 8(1), 1982, pp. 157-176.
- Bernard, N., « Femmes, précarité et mal-logement : un lien fatal à dénouer », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 25(1970), 2007, pp. 5-36.
- Besse, J.-M., *Habiter un monde à mon image*, Paris, Flammarion, 2013.
- Boulin, J.-Y., « Les temps de la ville. Au-delà d'un aspect fonctionnel (l'organisation des services publics), les politiques des temps visent à un « bien-être temporel », offrant disponibilité et prévisibilité à tous », *Revue Projet*, 273(1), 2003, pp. 64-72.
- Bracke, S., Puig de la Bellacasa, M. et Clair, I., « Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines », *Cahiers du Genre*, 54(1), 2013, pp. 45-66.
- Davis, A., *Femmes, race et classe*, Paris, Des femmes, 1983.
- de Certeau, M., Giard, L. et Mayol, P., *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1994.
- Decailot, M., « Bibliographie », *Revue française de sociologie*, 9-2, 1968, pp. 269-274.
- Delphy, C. et Leonard, D., *L'exploitation domestique*, Paris, Syllepse, 2019.
- Dietrich-Ragon, P., Lambert, A. et Bonvalet, C., « Prendre en compte le genre pour analyser le logement », *Les échos du logement*, 126, 2019, pp. 28-34.
- Direnberger, L., et Schmoll, C., « Ce que le genre fait à l'espace... et inversement », *Les Cahiers du CEDREF*, 21, 2014.
- Federici, S., *Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive*, Genève, Entremonde, 2014.
- Haicault, M., « La gestion ordinaire de la vie en deux », *Sociologie du travail* 26/3, 1984, pp. 268-277.
- Hancock, C., « L'espace ressource ou leurre : qu'est-ce que penser spatialement fait gagner, et perdre, à la réflexion sur le genre ? », *Les Cahiers du CEDREF*, 21, 2014.
- Hayden, D., « What Would a Non-Sexist City Be Like? Speculations on Housing, Urban Design, and Human Work », *Signs*, 5(3), 1980, pp. 170-187.
- Heynen, H., Space as Receptor, "Instrument or Stage: Notes on the Interaction Between Spatial and Social Constellations", *International Planning Studies*, 18, 2013.
- Hochschild, A. R., et Machung, A., *The Second Shift*, London, Penguin Books, 2003.

- Horelli, L., et Vepsä, K., « In Search of Supportive Structures for Everyday Life », in I. Altman et A. Churchman (éd.), *Women and the Environment*, New York: Plenum Press, 1994, pp. 201-226.
- Kaufmann, J.-C., *L'entretien compréhensif* – 4^e éd., Paris, Armand Colin, 2016.
- Ledent, G., « Potentiels relationnels. L'aptitude des dispositifs physiques de l'habitat à soutenir la sociabilité. Bruxelles, le cas des immeubles élevés et isolés de logement », Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain-la-Neuve, Louvain-la-Neuve, 2014.
- Ledent, G., Salembier, C., et Vanneste, D., « Dwelling past the Limits of Housing. Housing facing the Individualization of Society, the Cases of Kalbreite and La Sécherie », In Ledent, G., Salembier, C., et Vanneste, D (éd.), *Sustainable Dwelling*, Louvain-la-Neuve: Presses Universitaires de Louvain, 2019, pp. 7-21.
- Lefebvre, H., *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.
- Lévy, J., « Habiter Cheonggyecheon : l'exception ordinaire », *Annales de géographie*, 704(4), 2015, pp. 391-405.
- Lussault, M., *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2017.
- Lynch, K., *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1999.
- Moser, C. O. N., « Gender planning in the third world: Meeting practical and strategic gender needs », *World Development*, Elsevier, 17, 1989, pp. 1799-1825.
- Muxi Martinez, Z., *Recomanacions per a un habitatge no jeràrquic ni andro-cèntric*, Barcelone: Generalitat de Catalunya – Institut Català de les Dones – Departament de Medi Ambient i Habitatge, 2009.
- Muxi Martinez, Z., *Beyond the Threshold: Women, Housing and Cities*, Barcelona, dpr-barcelona, 2021.
- Oakley, A., *Women Confined: Towards a Sociology of Childbirth*, Michigan, Schocken Books, 1980.
- Puech, I., *Le non-partage du travail domestique*, In *Femmes, genre et sociétés*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 176-183.
- Raibaud, Y., *La ville faite par et pour les hommes. Dans l'espace urbain, une mixité en trompe-l'œil*, Paris, Humensis, 2017.
- Rougé, L., « Des femmes en péri-urbain : la réinvention d'un mode de vie », in Lambert, A., Dietrich-Ragon, P. et Bonvalet, C. (éd.), *Le monde privé des femmes*, Aubervilliers, Inéd éditions, 2018, pp. 149-171.
- Salembier, C., « Questionner "l'Habiter" en temps de transition post-communiste : du corps au monde : parcours ethnographique des espaces d'un quartier menacé d'expulsion », Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain-la-Neuve, Louvain-la-Neuve, 2015.
- Salembier, C., « De la petite maison dans la prairie aux marchands de sommeil. 40 récits de femmes pour analyser les ruptures, besoins et

- modes de débrouille face à l'inégalité de l'accès au logement », *Chroniques féministes*, 122, 2018, pp. 5-8.
- Tronto, J., *Un monde vulnérable : pour une politique du care*, Paris, La Découverte, 2009.
- United Nations, *Time-Use Statistics*, United Nations Statistics Division, 2018.
- Woolf, V., *Une chambre à soi*, Paris, Poche, 2020 (réédition et traduction de 1929).